

France/Otages

Nouvelle piste après l'assassinat des deux journalistes de RFI



Ghislaine Dupont et Claude Verlon, les deux journalistes de RFI assassinés au Mali le 2 novembre 2013.

AFP
Paris/France

L'assassinat de Ghislaine Dupont et de Claude Verlon début novembre 2013 au Mali pourrait avoir un lien avec les tractations menées en vue de la libération des otages enlevés à Arlit (Niger).

UNE enquête diffusée hier soir sur la chaîne France 2 accrédite pour la première fois l'hypothèse d'un lien entre les tractations menées en 2013 pour la libération des otages enlevés à Arlit (Niger) et l'assassinat de deux journalistes de RFI quatre jours plus tard au Mali.

Les deux reporters français, Ghislaine Dupont, 57 ans, et Claude Verlon, 55 ans, sont kidnappés au cours d'un reportage puis abattus près de Kidal le 2 novembre 2013, quelques mois après l'intervention française Serval qui a mis en déroute les jihadistes dans le nord du pays.

Leur exécution est revendiquée, dès le lendemain, par Abdelkrim le Touareg, un des principaux dirigeants d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI).

"L'assassinat des journalistes est le minimum de la facture que le président François Hollande et son peuple doivent payer", souligne le texte de revendication, cité dans le reportage "Otages d'Etat" qui a été réalisé pour le compte de l'émission "Envoyé Spécial".

Ce même Abdelkrim le Touareg - qui sera tué par les forces spéciales françaises en mai 2015 - est aussi impliqué dans l'enlèvement de cinq Français, un Malgache et un Togolais en septembre 2010 à Arlit au Niger. Les quatre der-

niers d'entre eux ont été libérés le 29 octobre 2013. Le terme "facture" intrigue les journalistes d'Envoyé Spécial d'autant qu'une rançon "d'au moins 30 millions d'euros (19,6 milliards de francs)" venait d'être versée, selon leur enquête, pour la libération des quatre otages d'Arlit. "Cette transaction aurait-elle fait quelques mécontents ?", s'interrogent-ils.

Au fil de leur enquête, ils décortiquent deux canaux de négociation en concurrence, animés par deux anciens de la DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure), Jean-Marc Gadoullet, mandaté par Areva, et Pierre-Antoine Lorenzi, favorisé par Cédric Lewandowski, directeur de cabinet du ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian.

"L'Etat français a laissé s'installer et se superposer différentes filières de négociateurs qui se sont fait la guerre sur le terrain. Ça enlève la négociation, ça énerve les ravisseurs, ça fait monter les enchères, ça complique le dossier", explique Michel Desplatx à l'AFP.

Les reporters d'Envoyé spécial découvrent que les journalistes de RFI enquêtaient eux aussi sur les négociations d'Arlit et les rançons versées.

VENGEANCE ? • Durant leur enquête, ils accèdent à un certain nombre de documents émanant de la Direction du renseignement militaire (DRM) et de la DGSE qui font un lien entre les deux affaires.

"Baye Ag Bakabo a vivement reproché de n'avoir jamais reçu l'argent en remerciement de l'aide apportée aux équipes chargées de la garde d'otages" d'Arlit, souligne une note des services de

renseignement présentée dans le reportage, en référence au chef du commando ayant assassiné les deux journalistes.

"L'assassinat serait le fait d'individus agissant par vengeance", évoque la DRM dans un autre document. Selon les services français, le commando, emmené par Baye Ag Bakabo, appartenait à la katiba (bataillon de jihadistes) dirigée par Sidan Ag Hitta et aux ordres d'Abdelkrim le Touareg.

Ces mêmes hommes avaient participé à la garde des otages d'Arlit durant les derniers jours de leur captivité au Mali. Baye Ag Bakabo est aussi le propriétaire du pickup retrouvé près des corps des deux journalistes.

Selon Envoyé Spécial, une partie de la rançon ne serait pas arrivée à ses destinataires. Trois millions d'euros n'ont pas été "décaissés", affirme Pierre-Antoine Lorenzi devant la caméra.

"Certaines rumeurs ont couru au Nord-Mali selon lesquelles la somme qui avait été donnée (...) était incomplète, il manquait de l'argent dedans. Cela a mis en fureur un des lieutenants d'Abou Zeid (un des chefs d'AQMI)", autrement dit Abdelkrim, renchérit Alain Juillet, ancien directeur du renseignement à la DGSE. Selon plusieurs sources d'Envoyé Spécial, Sidan Ag Hitta aurait aussi demandé, dans le cadre des négociations d'Arlit, que ses neveux emprisonnés à Bamako pour prise d'otage soient libérés. En vain.

Interrogés par l'AFP, le cabinet de Jean-Yves Le Drian et l'état-major se sont refusés à tout commentaire, arguant de l'enquête judiciaire en cours à Paris.

Dis à Sortir...
Restaurants • Salons de Thé • Boîtes de nuit...

Beach Club Libreville

Menu du jour 12 000
1 entrée + 1 plat + 1 dessert

Vendredi
Mix grill et Orchestre
• 27 000 adultes
• 17 000 enfants

Dimanche
Formule petit déjeuner 10 000
Buffet Familial :
• 27 000 adultes
• 17 000 enfants

Tél. : 07 17 17 77 - 05 08 88 88

CASINO CROISSETTE
LE LOUNGE & LES JEUX

新年好
2017
28 janvier

Nouvel An Chinois

Bonne année du Coq de feu

Lynn's RESTAURANT

Spécialistes :
- Européenne
- Libanaise
- Grillade **Service Livraison**
- Bureau
- Domicile

Situé à Glass à côté du parking la Bourgeoise face à l'Ecole Supérieure ESGIS

03 19 33 33
02 95 33 33

- NOUVELLE GÉRANCE -
CLUB SAOTI

BUFFET FAMILIAL

à partir de 12h 30
Organisation événementiel et anniversaire pour vos enfants (Décoration à thème et animation)

DU NOUVEAU
Un plateau de foot salle, Basket, Handball et Volleyball

10 000 F. / Enfant
15 000 F. / Adulte
28 000 F. / Couple

RESERVATION
04 17 83 03 / 04 21 45 71 / 01 73 03 95

POUR VOS PUBLICITÉS

publi.com

Contacts :
Tél : 04 10 03 91
07 17 34 20